

MOSSOUL : LA RECONQUÊTE D'UNE VILLE APRÈS DAECH

MOYEN-ORIENT

GÉOPOLITIQUE, GÉOÉCONOMIE, GÉOSTRATÉGIE ET SOCIÉTÉS DU MONDE ARABO-MUSULMAN

Magazine trimestriel • Numéro 33

Janvier-Mars 2017 • 10,95 €

TERRORISME
*Sociologie militaire
des djihadistes*

ÉNERGIE
*La Russie et le nucléaire
au Moyen-Orient*

SALAFISME

UN ISLAM
MONDIALISÉ ?

ENTRETIEN AVEC ARON LUND
La guerre en Syrie et la bataille d'Alep

WWW.MOYENORIENT-PRESSE.COM

M 07419 - 33 - F: 10,95 € - RD



Sommaire

Moyen-Orient n° 33 • Janvier-Mars 2017

- 6 Actualités - Agenda - « Islam(s) », par Olivier Roy
- 9 Dessins pour la paix

REGARD...

10

- 10 ... d'Aron Lund sur la guerre en Syrie

DOSSIER

15

- 16 Repères salafisme : Cartographie
- 18 L'histoire du salafisme : ses pièges et ses mythes
Henri Lauzière
- 24 Repères théologie : Les figures renouvelées du salafisme
Mohamed-Chérif Ferjani
- 28 Salafisme : de l'observation doctrinale à l'engagement politique
Roel Meijer
- 34 Quand le salafisme fait sa « révolution » : l'exemple tunisien
Francesco Cavatorta
- 40 Repères Maroc : Taqi al-Din al-Hilali : une figure méconnue, mais influente du salafisme marocain
Haoues Serignier
- 44 L'Arabie saoudite, la « mère » de l'organisation de l'État islamique ?
Joas Wagemakers
- 50 Le salafisme : d'une pensée réformatrice à une interprétation guerrière
Entretien avec Bernard Rougier
- 56 Liban : les paradoxes du salafisme djihadiste levantin
Tine Gade

GÉOPOLITIQUE

62

- 62 Libérer Mossoul, et après ?
Myriam Benraad
- 68 Les alliances des Kurdes de Syrie : un jeu de dupes ?
Aimad Hesso et Cyril Roussel
- 74 Les combattants étrangers de Daech au prisme de la sociologie militaire
Eyamine Seftoul
- 80 Le secteur nucléaire russe à l'assaut du Moyen-Orient
Erik Burgos

HISTOIRE

86

- 86 Le Moyen-Orient aux concours du CAPES et de l'agrégation d'histoire
Florian Louis

BD • LIVRES • CINÉ • WEB 92

10



15



62

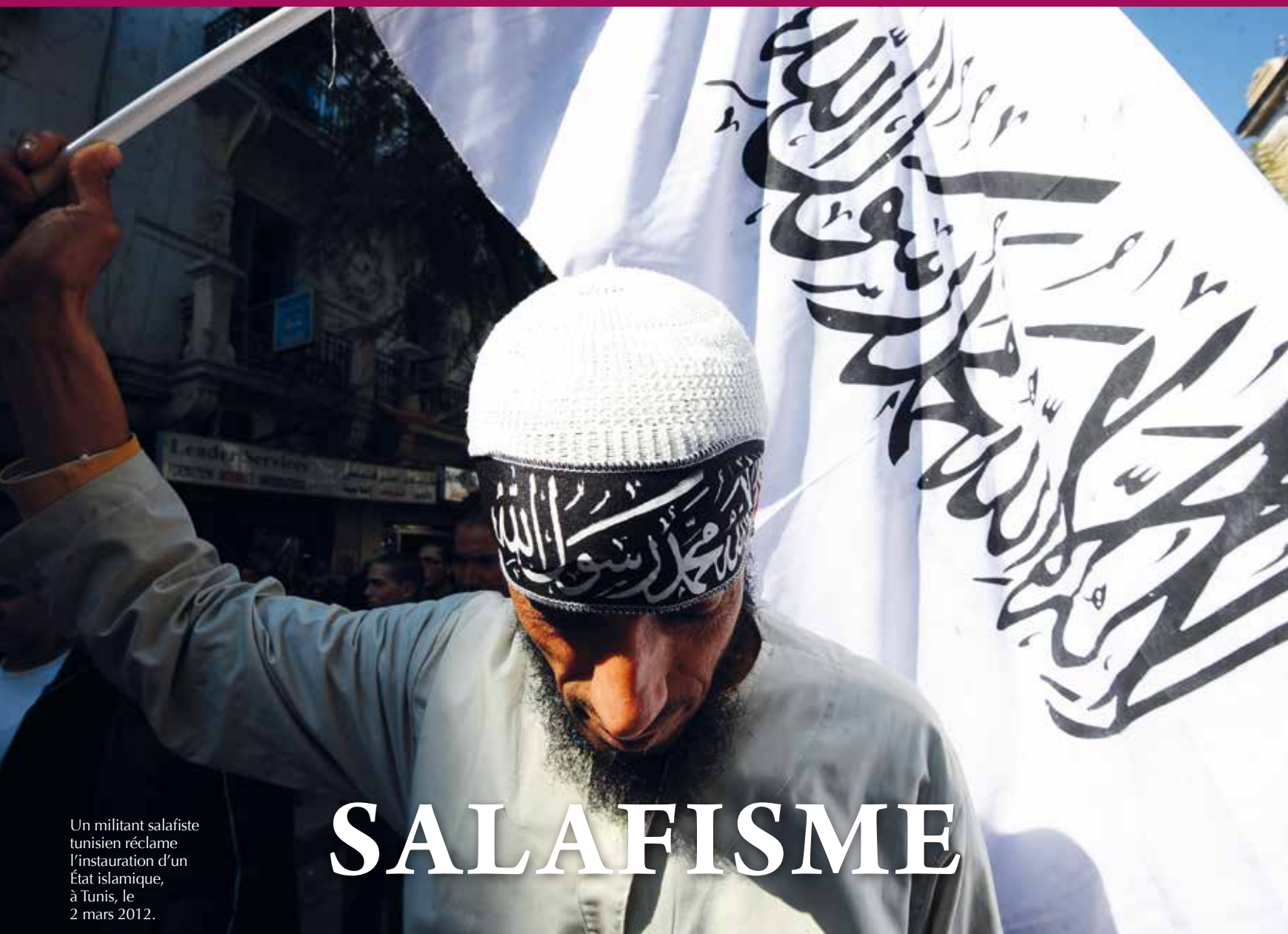


86



92





Un militant salafiste tunisien réclame l'instauration d'un État islamique, à Tunis, le 2 mars 2012.

SALAFISME

Un islam mondialisé ?

On le dit dangereux, le présentant tel un sas vers le radicalisme violent et le terrorisme, à l'instar de ce qu'incarne l'organisation de l'État islamique. Il y a une part de vérité. Mais qu'est-ce que le salafisme ? Quels sont ses préceptes ? Des questions simples, mais fondamentales aux yeux des chercheurs pour étudier l'évolution de l'islam au XXI^e siècle. Depuis ses racines théologiques (p. 18 et 24) jusqu'au djihadisme, ce dossier tente d'apporter quelques analyses éclairant un courant islamique loin d'être monolithique, au contraire. Car si les salafistes se définissent d'abord par leur retrait de la scène publique pour étudier la religion et vivre leur foi, ils entrent peu à peu en politique, comme en Tunisie (p. 34), quand ils ne sont pas à l'origine d'un État, l'Arabie saoudite (p. 44). Le salafisme est-il condamné à être violent ? Est-il l'islam de demain ?



Joas WagemakersEnseignant à l'université d'Utrecht (Pays-Bas), membre de la Netherlands Interuniversity School for Islamic Studies ; son dernier ouvrage s'intitule *Salafism in Jordan: Political Islam in a Quietist Community* (Cambridge University Press, 2016)

L'Arabie saoudite, la « mère » de l'organisation de l'État islamique ?

Avec l'apparition de l'organisation de l'État islamique (EI) et ses décapitations de journalistes et de travailleurs humanitaires, certains se sont demandé si ce n'était pas hypocrite d'être choqué par de telles pratiques, alors qu'elles sont en vigueur dans un pays allié, l'Arabie saoudite. Cette interrogation s'intègre dans un discours plus profond et récurrent depuis les attentats du 11 septembre 2001, sur la responsabilité du royaume et de sa version de l'islam, le « wahhabisme », dans le fondamentalisme. Autrement dit, l'Arabie saoudite a-t-elle enfanté l'EI ?

Quand je suis allé en Arabie saoudite pour la première fois, en 2008, je me suis rendu dans de nombreuses librairies de Riyad, la capitale, pour acheter la collection en 16 volumes d'écrits salafistes saoudiens des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles, appelée *Al-Durar al-Saniyya fil-Ajwiba al-Najdiyya*. Malgré son importance, je n'ai pas réussi à la trouver. Surpris, je suis allé l'année suivante en Jordanie, où je l'ai acquise rapidement et sans problème. Ce n'est que plus tard que je compris les raisons

de ma déception en Arabie saoudite : dans les années 2000, Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) avait utilisé ces textes pour justifier son combat contre la présence américaine dans le royaume et contre le régime Al-Saoud lui-même, un argument expliquant la probable interdiction de vendre cette collection dans le pays (1).

Cette anecdote illustre la relation ambiguë de l'Arabie saoudite avec les groupes radicaux : si elle partage en grande partie leur idéologie salafiste, utilisant les mêmes sources, concepts



Des anciens militants d'Al-Qaïda prient dans un centre de réhabilitation pour djihadistes, à Riyad, le 15 avril 2009.

© AFP Photo/STR

et arguments, elle condamne leur violence. Le salafisme du royaume a alors été rapidement assimilé à celui de l'islamisme radical et à la vision religieuse de l'EI (2). Une comparaison superficielle montre en effet qu'ils sont similaires. Cependant, à y regarder de plus près, une tout autre image émerge : certes, le « wahhabisme » est conservateur et strict, selon les standards de la plupart des gens, mais pas si radical et il ne soutient pas le terrorisme.

~ L'idéal salafiste

Afin de comprendre le salafisme en Arabie saoudite, il est important de connaître les concepts de base de ce courant, qui n'est nullement limité au royaume. Le salafisme peut être défini comme une tendance moderne de l'islam sunnite dont les adeptes prétendent imiter « les pieux ancêtres » (*al-salaf al-salih*), généralement assimilés aux trois premières générations de musulmans, de la façon la plus stricte dans autant de domaines de la vie que possible. La tendance générale parmi les sunnites de voir la première période de l'islam comme une source d'inspiration est très répandue. Ce qui distingue les

salafistes des autres sunnites, c'est la rigueur qu'ils prétendent appliquer, et le nombre de domaines dans lesquels ils ont cette attitude. Le plus important dans lequel ils cherchent à se différencier est la théologie. Ainsi, ils insistent sur l'unicité d'Allah (*tawhid*), qui, selon eux, ne se réfère pas seulement à l'existence d'un dieu (*tawhid al-rububiyya*), mais implique également que seul Dieu peut être adoré (*tawhid al-uluhiyya*) et que les pratiques populaires comme le culte des saints supposés ou la visite des tombes de personnes éminentes pour l'orientation et l'intercession auprès de Dieu sont strictement interdites. Les salafistes rejettent de telles pratiques, car elles sont l'exact opposé du *tawhid*, à savoir le polythéisme (*shirk*). De plus, ils croient que l'unicité d'Allah signifie qu'il est unique dans tous ses noms et attributs (*tawhid al-asma wal-sifat*), impliquant qu'il ne peut être assimilé à quelqu'un ou quelque chose et que les références coraniques à ses mains ou ses yeux doivent rester inexpliquées.

Cette conception spécifique du *tawhid* implique que les salafistes se trouvent souvent en contradiction avec les autres tendances islamiques, notamment le chiisme, mais aussi celles ayant disparu depuis longtemps, comme le mutazilisme (3). Pour eux, ces branches ont dévié du « droit chemin » (*al-sirat al-mustaqim*) et leurs partisans finiront en enfer, tandis qu'ils





forment le « groupe victorieux » (*al-taifa al-mansura*) ou la « secte sauvée » (*al-firqa al-najiya*). En fait, c'est cette rigueur salafiste qui les rend « étrangers » (*ghuraba*) partout où ils sont, n'appartenant à aucun autre groupe.

Si les tendances non salafistes dans l'islam – on ne peut le nier – ont eu une grande influence sur la tradition islamique dans son ensemble, elles n'ont, selon les salafistes, que contribué à « souiller » la prétendue pureté de l'islam. Ils considèrent donc comme un devoir de débarrasser la religion de ces « innovations » (*bida*) en « nettoyant » la tradition islamique d'éléments qui n'ont aucun fondement dans le Coran ou les dires et les actions (*hadith*) du prophète Mahomet (570-632).

En 1744, le pacte fondateur de l'État saoudien fut passé à Diriyah, au cœur du Najd. Protégée par les autorités, la cité est classée au patrimoine mondial de l'UNESCO.



© UNESCO

Cela a une dimension non seulement théologique, mais aussi juridique. Les salafistes croient que la charia est encombrée d'ajouts et d'innovations artificiels qui ont « abimé » la pureté supposée de son intention initiale. En outre, les écoles de droit islamique (*madhahib*) qui se sont développées sur la base de la jurisprudence sunnite (*fiqh*) n'étaient pas présentes sous les « pieux ancêtres », alors pourquoi les croyants d'aujourd'hui devraient-ils les suivre ? Pour ces raisons, les salafistes rejettent souvent l'émulation aveugle de toute école et revendiquent une interprétation directe et indépendante des sources (*ijtihad*).

Le « wahhabisme » en Arabie saoudite

De nos jours, les salafistes accordent du crédit à certains érudits médiévaux pour leur prétendue adhésion stricte aux *al-salaf al-salih*. On pense à des hommes comme Ahmad ibn Hanbal (780-855), Ibn Taymiyya (1263-1328) et Ibn Qayyim al-Jawziyya (1292-1350). Un exemple plus moderne est Mohamed ibn Abdelwahhab (1703-1792), un religieux du Najd (Arabie centrale). Selon lui, la péninsule Arabique vivait au rythme de pratiques que les salafistes abhorrent, comme la vénération des saints ou la visite des tombes, et il a commencé à prêcher un message les dénonçant. Au début, Ibn Abdelwahhab ne réussit pas vraiment, rencontrant même l'opposition de membres de sa famille. Cela changea quand il passa un accord avec un chef de tribu appelé Mohamed ibn Saoud (1710-1765) en 1744.

Ce dernier adopta les enseignements salafistes d'Ibn Abdelwahhab et accepta de les utiliser pour unir et diriger les tribus des régions de la péninsule Arabique. Le couple trouva un certain succès, et une grande partie de ce qui devint le premier État saoudien (1744-1818) était sous le contrôle de Mohamed ibn Saoud, qui était non seulement l'ancêtre de la famille Al-Saoud, mais aussi celui qui a donné son nom au royaume (4).

Le « wahhabisme », comme a été appelé le salafisme d'Ibn Abdelwahhab par les tenants des autres branches, n'est pas mort avec la disparition du prédicateur et de Mohamed ibn Saoud. Il fut transmis et diffusé par les héritiers des deux hommes, y compris après le sac du premier État par Ibrahim Pacha (1789-1848), fils de Mehemet Ali (1769-1849), *wali* d'Égypte (1805-1848). Au moment où un deuxième État saoudien fut fondé en 1824 (il a perduré jusqu'en 1891), il était déjà clair que le salafisme en Arabie pouvait être utilisé en tant que force pour justifier le régime. Par exemple, en 1818, le petit-fils d'Ibn Abdelwahhab, Souleyman bin Abdallah Al al-Cheikh (1785-1818), condamna fermement l'accueil fait à l'armée égyptienne par certains Arabes qui étaient apparemment fatigués d'être gouvernés par les dirigeants saoudo-wahhabites et de souffrir de leurs incursions





L'Arabie saoudite est « gardienne des Lieux saints de l'islam ». Ici, la mosquée du Prophète à Médine.

© Shutterstock/ihlken

fréquentes visant à étendre leur pouvoir. Dans un traité consacré à ce sujet, il déclara que toute personne prête à faire allégeance à l'un de ces « envahisseurs polythéistes » était comme eux, un infidèle (*kafir*). Une telle condamnation révèle non seulement la rigueur du salafisme en Arabie, mais aussi comment ses intérêts étaient étroitement liés à ceux de l'État.

La connexion entre le salafisme et l'État saoudien est également exposée lorsque Abdallah bin Fayçal (actif au XIX^e siècle) devint souverain en 1865. Bien que soutenu par les religieux salafistes, il fut contesté par son frère Saoud (actif au XIX^e siècle). Dans un effort pour se défendre contre l'armée de ce dernier, il demanda l'aide des Ottomans, qui avaient alors autorité sur la région. Tandis que la plupart des religieux réalisaient que cette intervention était nécessaire, alors qu'ils considéraient les Ottomans comme des « incroyants », certains ont estimé qu'Abdallah avait commis une erreur de jugement. Ce désaccord a mené à des débats animés et des tensions, conduisant même un religieux, Hamad bin Atiq (?-v. 1883), à ordonner l'excommunication (*takfir*) d'un autre, Mohamed bin Ibrahim bin Ajlan (actif au XIX^e siècle), pour avoir appuyé la décision d'Abdallah bin Fayçal. En partie à cause de cette désunion, l'État a été affaibli et est apparu comme une cible relativement facile pour une dynastie rivale, qui réussit à renverser le régime et à gouverner jusqu'à la fin du XIX^e siècle (5).

🌀 L'institutionnalisation du salafisme en Arabie saoudite

Ces épisodes historiques révèlent non seulement les intérêts communs entre les gouvernants et les religieux, mais ils montrent aussi que la division parmi les salafistes saoudiens,

ainsi que leur manque de soutien commun pour les dirigeants, peut mener à l'effondrement de l'État ; ils perdraient donc tout. Mais ils en sont conscients, et, quand Abdulaziz ibn Saoud (v. 1880-1953) a été critiqué pour une interprétation du salafisme jugée insuffisante par ses combattants (*ikhwan*) avec qui il reconquerrait le royaume de ses ancêtres, les religieux étaient d'accord avec ces derniers, mais ils appuyèrent Ibn Saoud (6). Devoir choisir entre ce qu'ils pensaient juste selon leurs croyances et leur prise de conscience que leur pouvoir serait perdu sans le soutien et la protection des dirigeants est quelque chose que les salafistes ont eu à faire de plus en plus depuis la naissance du royaume d'Arabie saoudite en septembre 1932. Avec les prérogatives grandissantes des leaders politiques, particulièrement depuis la disparition de l'influent Mohamed ibn Ibrahim Al al-Cheikh (1893-1969), grand mufti du royaume (1953-1969), le mandat laissé aux religieux est devenu étroit. Dans le même temps, les dirigeants ont parfois « acheté » le soutien de ces derniers pour certaines de leurs décisions politiques en investissant plus d'argent dans les écoles pour la mémorisation du Coran et d'autres instituts aidant à augmenter la religiosité individuelle et sociale. C'est pour cette raison que le discours salafiste officiel aborde timidement les questions sociales ou politiques et se concentre sur des thématiques personnelles, notamment sur les femmes (7).

Ce message conservateur et politiquement quêtiste est devenu la forme du salafisme propagé en Arabie saoudite, une diffusion faite par divers moyens : médias, éducation, institutions religieuses. Pour ces dernières, on retiendra le Conseil des grands *oulémas*, le Comité permanent pour l'étude islamique et les *fatwas*, et le Comité pour la promotion de la vertu et la prévention du vice. Ensemble, ces organismes s'efforcent de maintenir une société saoudienne pieuse et de veiller à ce que les sujets ne dévient pas de la voie salafiste (8).





les dirigeants sont fiers d'appliquer la loi islamique. Pourtant, cette contestation existe. Sa première grande démonstration a eu lieu en novembre 1979, quand Juhayman al-Otaibi (1936-1980) et ses partisans ont occupé la Grande Mosquée de La Mecque. Motivé par des qualités messianiques attribuées à l'un des adhérents du groupe ainsi que le désir de sortir du salafisme dicté et monopolisé par le régime, Juhayman al-Otaibi a cherché à utiliser ses propres croyances salafistes radicales contre l'État. Son mouvement a finalement été maîtrisé, et les rebelles exécutés en janvier 1980 (11).

La deuxième contestation au *statu quo* saoudien est intervenue avec la Sahwa (renaissance), terme se référant à un renouveau islamiste issu d'un mélange entre la pensée des Frères musulmans et le salafisme saoudien, formée dans les universités saoudiennes dans les années 1970 et 1980.

Au début des années 2000, l'Arabie saoudite fut la cible d'attentats d'Al-Qaïda, comme ici dans une résidence où habitent notamment des expatriés américains, à Riyad, le 13 mai 2003.

Tout cela se traduit par une société dans laquelle les signes manifestes de la religion sont partout : si l'on prend un train, on entendra la prière du voyageur avant le départ ; les différents aspects de l'islam sont au programme de tout enseignement universitaire ; les magasins sont obligés de fermer pendant la prière ; les mosquées sont sobres, conformément aux normes salafistes. Pour certains groupes, en particulier les chiïtes et les femmes, ces normes ont plus de conséquences que pour d'autres. En ce qui concerne les premiers (estimés entre 10 et 15 % des 30,77 millions d'habitants en 2014), leur croyance est en désaccord avec le salafisme dans son ensemble et cela explique la discrimination dont les chiïtes saoudiens souffrent (9). Quant aux femmes, elles sont souvent considérées comme l'emblème de la piété saoudienne, et, à ce titre, elles doivent refléter la religiosité du royaume jusque dans leur apparence. Dans la pratique, cela signifie qu'elles sont séparées des hommes seuls dans les salles et les files d'attente, dans les centres commerciaux ou les restaurants par exemple, qu'elles ne sont pas autorisées à conduire ou à quitter leur domicile sans être accompagnées d'un parent de sexe masculin et qu'elles sont obligées de porter le voile et l'*abaya* (longue robe noire les couvrant jusqu'aux pieds) quand elles sont à l'extérieur (10).

Le *statu quo* saoudien face aux défis du salafisme

Étant donné que les groupes islamistes au Moyen-Orient prétendent souvent porter la bannière de l'islam dans des contextes nationaux dans lesquels les régimes ont largement abandonné l'application de la charia, on pourrait penser qu'il y a peu d'opposition islamiste en Arabie saoudite, pays où



Salman al-Awda est l'un des leaders du mouvement Sahwa, un mélange entre la pensée des Frères musulmans et le salafisme saoudien.

Cette tendance, dirigée par des hommes tels que Salman al-Awda (né en 1956), Safar al-Hawali (né en 1950) et Aid al-Qarni (né en 1959), était beaucoup plus sophistiquée politiquement que beaucoup des cheikhs associés au salafisme quiétiste promu par le régime saoudien, tels qu'Abdulaziz bin Baz (1910-1999), grand mufti entre 1993 et 1999, et le théologien Mohamed ibn al-Othaymin (1925-2001). En réponse à la décision de l'Arabie saoudite d'autoriser près de 500 000 soldats américains à entrer dans le pays pour le protéger contre une éventuelle attaque par l'Irak, qui venait d'envahir le Koweït en 1990, la plupart des salafistes du mouvement Sahwa sont descendus dans les rues et ont protesté contre le régime. Ils ont également utilisé cette occasion pour présenter des pétitions au roi Fahd (v. 1920-2005), appelant à une réforme politique, économique et sociale. Bien que la Sahwa eût une base de soutien plus large que le groupe de Juhayman al-Otaibi en 1979, ses membres ont finalement été arrêtés, cooptés ou exilés, conduisant le mouvement à s'épuiser (12). Le troisième défi salafiste pour le régime saoudien est venu d'AQPA dans les années 2000. Contrairement à la Sahwa,



l'organisation terroriste n'a pas cherché à réformer le régime saoudien, mais à le renverser. Si ses premiers attentats en 2003 et 2004 visaient principalement la présence américaine dans le pays, elle prétendait aussi en finir avec la famille régnante (13). Ironie du sort, les écrits du groupe ont parfois été inspirés par des textes salafistes saoudiens du XIX^e et du XX^e siècle et étaient destinés à agir comme un acte d'accusation du régime sur la base de l'idéologie salafiste que l'Arabie saoudite prétend défendre (14).

La vision de l'EI : un salafisme contre un autre

Le salafisme comme idéologie a été une bénédiction ambiguë pour le régime saoudien. D'une part, il a fourni au pays un ensemble d'idées pour aider à unir les tribus et ainsi former un royaume, tout en étant un facteur de stabilisation pour le régime. Mais, d'autre part, cette même idéologie a contribué à inspirer les différents soulèvements contre la famille régnante par des personnes qui ont appris ce même salafisme dans les écoles saoudiennes et qui l'ont appliqué dans la sphère politique. En ce qui concerne l'EI, s'il est différent des rebelles de 1979, de la Sahwa et d'AQPA, il reste un autre exemple d'un groupe qui utilise le salafisme pour justifier ses actions, et ce même si l'EI va plus loin dans son utilisation de la violence que ces trois autres cas. Toutefois, rien de tout cela ne permet de conclure que le salafiste saoudien a « créé un monstre » qu'il ne peut plus contrôler. Et nous ne pouvons dire, non plus, comme le font certains apologistes saoudiens, que l'EI n'a rien à voir avec le salafisme ou l'Arabie saoudite. Il est clair que la rigueur de l'EI à l'égard de la séparation des hommes et des femmes, son traitement des chiites et son contrôle des règles vestimentaires – en d'autres termes, son point de vue sur la société – sont semblables aux



normes du salafisme saoudien, s'inspirant des mêmes sources. Cependant, le soulèvement de l'EI contre les pays musulmans de la région et l'utilisation du terrorisme sont en contradiction avec la politique menée par les salafistes en Arabie saoudite, visant d'abord à conserver une certaine stabilité. Aussi, cela devrait nous amener à penser que le salafisme a été institutionnalisé et subordonné par le régime saoudien, qu'il est donc en désaccord avec les actions de l'EI. Cependant, l'organisation représente une forme plus radicale et violente du salafisme qui est en partie basée sur les mêmes sources que tous les salafistes utilisent, y compris en Arabie saoudite. Le salafisme dans le royaume n'est donc pas le « père » de l'EI, mais plutôt un « oncle » ayant répudié son neveu gênant, mais qui ne peut pas se débarrasser du lien parenté. ■

Au pouvoir depuis janvier 2015, le roi Salman (au centre, à La Mecque, le 12 septembre 2015) est considéré comme proche des milieux religieux les plus conservateurs du royaume.

JOAS WAGEMAKERS

(1) Pour en savoir plus, voir le dossier « Arabie saoudite : Pouvoir et société au royaume Al-Saoud », in *Moyen-Orient* n°29, janvier-mars 2016, p. 15-71.

(2) Alistair Crooke, « You Can't Understand ISIS If You Don't Know the History of Wahhabism in Saudi Arabia », in *The Huffington Post*, 27 août 2014 ; Dore Gold, *Hatred's Kingdom: How Saudi Arabia Supports the New Global Terrorism*, Regnery, 2003 ; Stephen Schwartz, *The Two Faces of Islam: Saudi Fundamentalism and Its Role in Terrorism*, Anchor Books, 2003.

(3) Branche du VIII^e siècle, le mutazilisme est basé sur le rationalisme.

(4) Michael Crawford, *Ibn 'Abd al-Wahhab*, Oneworld Publications, 2014.

(5) La dynastie rivale est celle des Al-Rachid, qui règne sur la région d'Haïl dès 1836 avant de s'étendre. Elle est défaite à Riyad en janvier 1902 par Abdulaziz ibn Saoud (v. 1880-1953), le fondateur du royaume actuel. Joas Wagemakers, « The Enduring Legacy of the Second

Saudi State: Quietist and Radical Wahhabi Contestations of al-Wala' wa-l-Bara' », in *International Journal of Middle East Studies*, vol. 44, 2012, p. 93-110.

(6) Guido Steinberg, *Religion und Staat in Saudi-Arabien: Die wahhabitischen Gelehrten, 1902-1953*, Ergon, 2002.

(7) Madawi al-Rashid, *Contesting the Saudi State: Islamic Voices from a New Generation*, Cambridge University Press, 2006.

(8) Muhammad Al Atawneh, *Wahhabi Islam Facing the Challenges of Modernity: Dar al-Itifa in the Modern Saudi State*, Brill, 2010 ; Nabil Mouline, *Les clercs de l'Islam : Autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie Saoudite, XVII^e-XXI^e siècle*, PUF, 2011.

(9) Roel Meijer et Joas Wagemakers, « The Struggle for Citizenship of the Shiites of Saudi Arabia », in Brigitte Maréchal et Sami Zemni (dir.), *The Dynamics of Sunni-Shia Relationships: Doctrine, Transnationalism, Intellectuals and the Media*, Hurst & Co., 2013, 117-138.

(10) Madawi al-Rasheed, *A Most Masculine State: Gender, Politics, and Religion in Saudi Arabia*, Cambridge University Press, 2013.

(11) Les militaires saoudiens ont repris le contrôle de la Grande Mosquée de La Mecque le 4 décembre 1979 grâce à l'intervention des forces spéciales françaises. Thomas Hegghammer et Stéphane Lacroix, « Rejectionist Islamism in Saudi Arabia: The Story of Juhayman al-Utaybi Revisited », in *International Journal of Middle East Studies*, vol. 39, n°1, 2007, p. 103-122.

(12) Stéphane Lacroix, *Les islamistes saoudiens : Une insurrection manquée*, PUF, 2010.

(13) Thomas Hegghammer, *Jihad in Saudi Arabia: Violence and Pan-Islamism since 1979*, Cambridge University Press, 2010.

(14) Joas Wagemakers, *A Quietist Jihadi: The Ideology and Influence of Abu Muhammad al-Maqdisi*, Cambridge University Press, 2012.

NOTES

